



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

*l'étincelle**

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 24 septembre 2018

Contre le chômage... haro sur les chômeurs ?

Le gouvernement a dévoilé les grandes lignes de la prochaine réforme de l'assurance-chômage. « Tout est ouvert » à la négociation, dit la ministre du Travail... tant que cela permet de réaliser entre 3 et 4 milliards d'économies supplémentaires en trois ans. Les réformes envisagées sont toutes synonymes de baisse des droits pour les chômeurs.

Il n'y a qu'à « traverser la rue » ?

Pour ce gouvernement comme pour les précédents, les seuls responsables du chômage seraient... les chômeurs. « *Si vous êtes prêt et motivé, dans l'hôtellerie, les cafés, la restauration, dans le bâtiment (...), du travail, je traverse la rue et je vous en trouve* » a récemment balancé Macron à un jeune horticulteur au chômage. De quoi prendre la rue, plutôt que la traverser.

Non. Les responsables du chômage, ce sont les employeurs, et en premier lieu les patrons des grandes entreprises qui ne cessent de licencier ou de supprimer des emplois, se contentant de recourir à la sous-traitance ou à des contrats précaires. En 2017, plus de 90 % des embauches ont été faites sous forme de CDD, dont 80 % de moins d'un mois.

Personnes « en activité réduite » : encore trop riches au goût de Macron

« *Permittents* » : c'est le nouveau nom pour désigner ces chômeurs « *en activité réduite* » cumulant emploi et allocation. Leur nombre a explosé, augmentant de 60 % entre 2012 et 2017. Ils sont 1,7 million à aligner les contrats courts (280 000 sont en contrat de moins d'un mois !). Le gouvernement voudrait revenir sur ce cumul. Il entend aussi supprimer le dispositif permettant à une personne ayant plusieurs employeurs (une aide à domicile, par exemple) de toucher une allocation lorsqu'elle perd un contrat. Macron veut faire payer ceux qui galèrent en cumulant plusieurs petits emplois. Mais si les salaires étaient suffisamment élevés, un seul emploi temps plein suffirait et il n'y aurait pas besoin de complément.

Le gouvernement veut aussi réviser les règles de calcul pour réduire encore les indemnités de chômage, rendre les allocations plus dégressives

dans le temps. Et il entend modifier encore à la baisse la notion (déjà mensongère) « *d'offre raisonnable d'emploi* » qu'un chômeur n'a pas le droit de refuser sous peine de perdre ses allocations. Il faudrait accepter la première offre de Pôle emploi, même la plus pourrie, la moins bien payée, loin de chez soi.

En revanche, le « bonus-malus » sur les taxes patronales, que le gouvernement avait évoqué pour pénaliser les entreprises abusant des contrats courts, est déjà en train de partir dans les brumes.

Des attaques qui appellent une riposte d'ensemble

Ces attaques contre les chômeurs visent l'ensemble des travailleurs. Après les lois qui facilitent les licenciements, la hausse de la CSG qui affecte de nombreux retraités, ou la réforme d'ores et déjà annoncée sur les retraites, le gouvernement poursuit sa guerre de classe.

Parallèlement, il accélère sa politique de suppression d'emplois publics, avec 120 000 fonctionnaires en moins d'ici 2022, dont 2 600 suppressions de postes dans l'enseignement secondaire en 2019. Les emplois aidés, déjà passés de 450 000 à 200 000 l'an dernier, devraient à nouveau être divisés par deux l'an prochain. Une manière bien étrange de lutter contre le chômage.

Il faut une réponse à l'échelle de l'ensemble du monde du travail. Le 9 octobre, plusieurs confédérations syndicales appellent à une journée de grève interprofessionnelle, public-privé.

C'est une première occasion d'occuper « la rue ». Et surtout de préparer sérieusement la suite : le véritable affrontement tous ensemble contre la politique du gouvernement et du patronat.

Receleur de places de l'autre côté de la rue

Comme tous les 2 ans, la direction nous donne gracieusement une place pour aller au Salon de l'auto et fait d'une pierre deux coups en proposant sa « journée de l'équipe ».

Cette journée, c'était la seule solution que la direction avait trouvée après la vague de suicides sur les sites Renault. Mais comme d'habitude certains chefaillons en profitent pour ne pas donner les places à ceux qui ne souhaitent pas participer à cette journée.

De là à imaginer qu'ils traversent la rue pour aller les revendre à la sauvette et arrondir leurs fins de mois, il n'y a qu'un pas.

Noël en plein été

Le chef de service de la DEA-TVF a dû suivre une formation Management low-cost récemment. En tout cas, il a « offert » cet été aux salariés de son secteur une magnifique carte plastifiée avec épingle intégrée pour vanter les mérites de son service. À part pour faire marrer la famille ou les amis en le ramenant à la maison, on n'y a pas vu une grande utilité.

Avec ce genre de cadeau, ils sont au taquet de leur « reconnaissance », donc on n'a qu'une solution pour récolter notre dû : nous organiser et agir collectivement pour de vraies augmentations de nos salaires !

Pas dupes de leurs contrats

À la cantine, à la logistique comme sur les bancs électriques, le renouvellement des contrats de prestation, c'est l'occasion pour les directions de Renault ou des entreprises sous-traitantes de mettre la pression sur les salariés prestataires.

Les patrons expliquent qu'il faut faire profil bas pour ne pas perdre le contrat, ne pas trop demander, chercher à faire des économies pour baisser les coûts... et puis quoi encore, prier pour garder son boulot ?

La sous-traitance et la mise en concurrence, c'est l'arme des patrons pour nous diviser et nous écraser. La nôtre, c'est la solidarité et l'action collective.

Pas question que les salariés paient le prix de ces renouvellements : tous ceux qui veulent rester à Lardy doivent rester, sans y perdre de plumes au niveau de leur salaire et de leurs conditions de travail.

Rajoutez du savon, pas de l'exploitation !

Malgré la période de rhume et de gastro, la direction ne s'est toujours pas décidée à alimenter le flacon de gel hydro-alcoolique de la cantine et laisse plusieurs distributeurs de savon vides dans les toilettes.

À force de choyer la santé financière, nos dirigeants en oublient les plus élémentaires mesures pour préserver la santé des salariés. La société est déjà malade du capitalisme, pas la peine d'en rajouter !

Dîner de cons

D'après le journal *Le Point*, Macron va inviter les gros boss de l'automobile à un dîner à l'Élysée la veille du Salon de l'Auto. Ils y discuteront du futur du secteur, de l'électrique, du Diesel et de l'environnement.

Probablement qu'ils mettront aussi à leur menu caché l'avenir des travailleurs du secteur. Pas question pour nous de servir de chair à pâté à ces boulimiques de profits.

Alors, comme eux, organisons-nous tous ensemble, par-delà les statuts et les entreprises, pour lancer la contre-offensive du monde du travail.

Fondeurs, pas chômeurs !

Vendredi dernier, 300 salariés des Fonderies du Poitou (dans la Vienne) étaient en grève contre la baisse des commandes de Renault, qui achète des culasses. Sous prétexte de diminution des ventes Diesel, Renault met la pression sur ses fournisseurs. Pourtant, avec ses 5,2 milliards d'euros de profits, l'entreprise aurait largement de quoi faire en sorte que personne ne se retrouve au chômage.

Quant à traverser la rue façon Macron, ce n'est pas une bonne idée... car en face c'est pareil ! Sur le site des Fonderies du Poitou Fonte qui produit des carters pour Fiat et Renault, l'activité est aussi menacée.

Pour ne pas laisser les patrons décider de l'avenir des salariés, il va falloir aller dans la rue !

Les frontières, c'est l'arme des patrons

Sous pression du gouvernement italien d'extrême-droite, le Panama va retirer son pavillon au navire humanitaire *Aquarius* qui porte secours aux migrants dans la Méditerranée.

Les États européens s'accommodent bien de ce petit paradis fiscal quand il faut planquer de l'argent. Et que ce pays accorde des pavillons de complaisance à des trafiquants de toute sorte ne les embête pas non plus. Mais il ne faudrait surtout pas laisser l'*Aquarius* gêner leur chasse aux immigrés !

Les riches pays d'Europe ne reculent devant rien pour repousser ceux qui fuient la guerre et la misère. La France sous-traite la surveillance des frontières aux bandes armées libyennes et maintenant l'Italie interdit le sauvetage de ceux qui font naufrage. Une politique criminelle.

Une seule solution pour ne pas transformer la mer en cimetière : il faut ouvrir les frontières !